

MEDJAZ-SFA SOUFFRE DU MANQUE D'EAU POTABLE

Les services de l'ADE réagissent enfin à Guelma

Medjaz-Sfa reçoit, une fois par semaine, 1 000 m³ d'eau du barrage de Aïn-Dalia, wilaya de Souk-Ahras dont elle est mitoyenne, mais dans la réalité, ce quota parvient rarement aux robinets.

Nichée en contre-bas de la RN 16, rattachée à la daïra de Bouchegouf, la localité rurale de Medjaz-Sfa endure, depuis de nombreuses années, le manque flagrant d'eau potable au grand dam des 5 000 habitants qui recourent aux sources et aux fontaines publiques pour disposer de ce précieux liquide. Les marchands d'eau douce réalisent d'excellentes affaires en écoulant le contenu de leurs citernes pour empocher la somme de 1 200 DA par livraison. La population est confrontée à une piètre qualité de vie et elle a lancé des appels pressants aux autorités locales pour prétendre à une meilleure distribution de cette source de vie. En effet, Medjaz-Sfa reçoit, une fois par semaine, 1000 m³ d'eau du barrage de Aïn-Dalia, wilaya de Souk-Ahras dont elle est mitoyenne, mais dans la réalité, ce quota parvient rarement aux robinets. Cette commune a bénéficié voilà deux années, d'une alimentation à partir du système de Guelma, via Bouchegouf, mais les 1000 m³ programmés tous les trois jours arrivent rarement à destination dans les délais prévus ! Les walis de Guelma et Souk-Ahras se sont rendus dernièrement au chef-lieu de Medjaz-Sfa, qui est alimenté par les

deux wilayas limitrophes. Les citoyens ont expliqué, de vive voix, leur malvue aux deux chefs de l'exécutif, et des explications ont été fournies par les responsables de l'hydraulique et de l'ADE, M Larbi Merzoug, wali de Guelma, a exigé le sondage de la conduite d'eau Bouchegouf-Medjaz-Sfa qui serait obstruée quelque part et le recours au camion-citerne, le cas échéant, par les soins de l'ADE. Quant à M. Saâd Agoudjil, wali de Souk-Ahras, qui a concédé que des perturbations affectaient souvent le réseau de distribution en provenance de Aïn-Dalia, il a promis d'intervenir auprès des services concernés pour améliorer l'alimentation prévue à cet effet. Contacté pour de plus amples renseignements, le directeur de l'ADE de Guelma, Mohamed Chaâlal déclare que : "Les ADE de Souk-Ahras et de Guelma vendent respectivement en gros à l'APC de Medjaz-Sfa les quantités requises d'eau potable, et c'est cette dernière qui gère la distribution à ses administrés. Un diagnostic nous a permis de déplorer que les 1000 m³ émanant de la station de Bouchegouf mettent 5 jours pour arriver à Medjaz-sfa, ce qui est aberrant ! Nous entreprenons, dès le début de cette semaine, deux sondages au niveau de cette conduite d'eau, et cette exploration nous permettra de détecter les bouchons qui l'obstruent. Nous avons mobilisé les moyens humains et matériels nécessaires pour finaliser cette opération. Nous envisageons également de mettre en place une station de reprise au cas où un manque de pression serait diagnostiqué au niveau de ces canalisations. Conformément aux directives du chef de l'exécutif, nous ne ménagerons aucun effort pour améliorer la livraison de notre quota d'eau potable à cette localité".



Cette situation profite aux marchands d'eau douce qui réalisent d'excellentes affaires à raison de 1 200 DA par citerne.

HAMID BĀALI

Le marché couvert sans eau

Mohamed Bensafi

Le marché couvert d'Aïn-Temouchent est, depuis un certain temps, sans eau. Des factures restées impayées ont incité l'Algérienne des Eaux (ADE) à fermer les robinets et retirer le compteur.

Une situation qui a mis en colère notamment les poissonniers, eux qui ont besoin

quotidiennement d'eau pour garder en bon état le lieu de leur commerce. Ces commerçants ont vainement protesté auprès des services concernés.

Et pour échapper à ce qui serait pire -odeurs désagréables- ces derniers se sont installés à l'extérieur du marché pour continuer à écouler leurs produits. Logique, dirait-on, quand les

marchands des fruits ont suivi. Dire aussi que ce marché qui date de 1900 avait, en 2008, bénéficié d'une opération de réhabilitation. Un aménagement qui avait coûté 24,2 millions de dinars au Trésor public. Dire encore que lors de la lutte contre le marché inorganisé, il avait été question que des lieux plus adéquats soient aménagés.

CHLEF

Travaux pour la protection contre les inondations

Bencherki Otsmane

Conscients des dégâts qui peuvent survenir à la suite des fortes pluies en ce mois d'hiver, les pouvoirs publics ont décidé d'agir notamment à travers des travaux de protection des centres urbains et quartiers menacés par les inondations.

Pour parer aux inondations et aux crues qui font chaque fois des dégâts matériels et quelques fois des morts, les deux villes côtières, en l'occurrence Ténès et Béni-Haoua, viennent de bénéficier d'une enveloppe financière de plus de 500 millions de dinars. Cette opération initiée par la direction des ressources en eau permettra de mener des travaux à Ténès côté Est et à Béni-Haoua pour renforcer la protection de ces

deux villes et afin d'éviter que les eaux pluviales ne submergent des quartiers entiers mettant en péril la vie des habitants. Par ailleurs, dans le cadre du PSD 2014 (programme sectoriel, de développement), le pôle urbain de Chorfa dans la commune de Chlef vient lui aussi de bénéficier d'un montant de 140 millions de dinars destiné à entreprendre des travaux de protection contre les inondations.

A titre de rappel, cette localité a été également inondée à la suite des fortes précipitations survenues l'an passé. Selon nos informations, d'autres opérations similaires seront menées au cours du mois de décembre dans chacune des communes de Sendjas, Oued-Fodda, Oued-Sly et Boukadir.

CONSTANTINE, RISQUES LIÉS AUX INTEMPÉRIES

Mise en place d'un dispositif exceptionnel

Un dispositif "exceptionnel" de prévention des risques liés aux intempéries vient d'être mis en place dans la wilaya de Constantine, a indiqué la Direction de l'action sociale (DAS). Cette source a fait part à ce propos de la mise en place de quatre cellules de veille chargées de coordonner les interventions en cas de chutes de neige, d'inondations ou de tout autre calamité naturelle, a précisé le chargé de la communication de la DAS, Mohamed-Lamine Rehaïlia.

Il a précisé que l'objectif de ces cellules opérationnelles au centre médico-pédagogique pour enfants inadaptés mentaux d'Ali-Mendjeli, au foyer pour personnes

âgées de Hamma-Bouziane, à Dar Errahma, de Djebel Ouahch et au siège de la DAS, est "d'apporter les premiers secours aux populations victimes et d'être à leur écoute".

Des moyens humains et logistiques sont mis à la disposition de ces cellules qui s'emploient actuellement à l'élaboration anticipée de "plans sanitaires et de sauvetage" dans les communes classées à risques, selon la même source qui a souligné qu'un montant de 2 millions de dinars a été mobilisé pour l'achat de couvertures et de vêtements qui pourraient servir en cas de forte dégradation des conditions atmosphériques. Ces cellules regroupent l'ensemble des secteurs concernés (com-

munes, Protection civile et directions de la santé, des travaux public, de l'urbanisme et du commerce), ainsi que les services techniques de la wilaya, selon M. Rehaïlia qui a fait savoir que tous les centres et structures de l'action sociale sont dotés d'une "permanence habilitée à déclencher une mobilisation rapide pour les besoins d'opérations d'hébergement des familles sinistrées". Durant la saison hivernale, la mission des structures de l'action sociale ne se limite pas uniquement à l'hébergement des victimes des intempéries mais s'étend également à la prise en charge des personnes sans domicile fixe (SDF).

APS

KHENCHELA, STATION D'ÉPURATION

Irrigation attendue de 150 hectares à Remila et Kaïs

Une superficie agricole de 150 hectares est "éligible" à l'irrigation, dans les communes de Kaïs et de Remila, au nord de la wilaya de Khenchela, à partir de la station d'épuration des eaux usées (Step) de Kaïs, a indiqué la Direction des ressources en eau. Selon la même source, les eaux traitées par la station seront destinées à l'irrigation pour "pallier les déficits en pluviométrie enregistrés au début de la saison estivale", en particulier dans les vergers de pommiers et les oliveraies de Remila où l'arboriculture est, avec l'élevage bovin, une

"activité complémentaire de la céréaliculture". La station d'épuration des eaux usées de Kaïs compte parmi les nouvelles infrastructures réalisées dans cette wilaya au titre du plan quinquennal 2010-2014. C'est le deuxième équipement du genre dans la wilaya de Khenchela où une Step est opérationnelle depuis 2008 à proximité du chef-lieu de wilaya, pour l'irrigation de 250 hectares. La Step de Kaïs, inaugurée récemment par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a été réalisée au bout d'un délai de 32 mois, a-t-on rappelé, soulignant que cette réalisation constitue

"un acquis important pour la protection de l'environnement". Un volume de 2,6 millions de m³ y est actuellement traité avant d'atteindre les 4,4 millions de m³ à l'horizon 2014, pour irriguer 220 hectares. La station d'épuration des eaux usées de la commune de Mahmel devra être réceptionnée "au cours du premier semestre de l'année prochaine", selon la même source qui a fait état d'une proposition locale sur l'inscription de plusieurs autres stations de ce type dans les communes de Bouhmama, Chechar, Ouled Rechache et Aïn Touila.

APS

ORAN

COMMUNE DE MERS EL-HADJADJ

Un plan intégré pour accompagner la dynamique locale

Mers El Hadjadj (50 km à l'est d'Oran), qui avance à pas mesurés pour assurer un développement durable, mise sur le triptyque tourisme, agriculture et industrie pour faire fructifier ses potentialités et accroître son attractivité. Face à de nouvelles attentes, cette commune, relevant de la daïra de Bethioua, se bat pour un plan intégré devant accompagner la dynamique locale et les mutations attendues pour la relance des différents secteurs de l'économie. En d'autres termes, cette commune côtière remet au goût du jour la nécessaire mise à niveau des infrastructures existantes, ainsi qu'un plan d'action hiérarchisé, compte tenu des besoins pressants en équipements et en moyens humains pour la mise en œuvre de ce plan de développement. «Nous ne parions pas uniquement sur le tourisme. Nous avons d'autres atouts à faire valoir tels que l'aviculture, ou encore la pêche pour répondre aux attentes sociales et économiques», a souligné le président de l'APC, Abdelaziz Feraoun, fort encouragé par le classement de la plage de Mers El Hadjadj, longue de 8 kilomètres, comme meilleure plage à l'échelle de la wilaya d'Oran pour la saison estivale écoulée. Mieux encore, la commune de Mers El Hadjadj, avec ses cinq agglomérations secondaires, à savoir Chaouacha, Djefafla, Hassasna, El Mactaa et Meda-

bra, occupe, sur le plan agricole, le premier rang au niveau de la wilaya en termes d'aviculture. Un stimulant qui a coûté lourd à cette commune pour avoir dépensé cette année 30 millions DA pour l'éclairage public, outre les viabilités (voirie, égouts, adductions), l'aménagement d'espaces verts, le reboisement (7 millions DA), l'adduction en eau potable, le raccordement au réseau de gaz de ville, l'assainissement et l'acquisition de cribleuses et autres engins de nettoyage. En outre, la commune a connu un coup d'accélérateur avec l'implantation d'une méga-station de dessalement de l'eau de mer à El Mactaa d'une capacité de 500 000 mètres cubes, dont la mise en service est prévue prochainement, ainsi qu'une unité d'ammoniac. Les actions à mener aujourd'hui sont multiples, a soutenu cet élu local qui évoque la nécessaire préservation de la nature, la valorisation de la zone humide d'El Mectaa présentant un intérêt écologique et environnemental, classée par la convention «RAMSAR», ainsi qu'une forêt urbaine de 13 hectares située au cœur même de cette localité côtière. Des mutations sont attendues notamment avec l'achèvement des programmes d'habitat en cours de réalisation de 700 logements sociaux, ceux des 120 logements publics aidés (LPA), de 150 aides à l'habitat rural et 500 logements publics promotionnels (LPP) à

lancer, l'aménagement de la zone d'extension touristique de 200 hectares dont l'étude est en cours de finalisation et, surtout, la réalisation d'un abri de pêche.

Si le tourisme peut être un moteur de croissance pour cette destination côtière, située aux limites de la wilaya avec celle de Mostaganem, la pêche artisanale serait un levier non négligeable dans le développement local avec un effet d'entraînement sur d'autres secteurs, compte tenu de l'existence d'une importante population ayant le pied marin. Une population qui fonde son espoir sur la réalisation d'un abri de pêche. «Tout notre espoir réside dans l'abri de pêche de Mers El Hadjadj. Malgré les appels réitérés des marins-pêcheurs et les visites des autorités locales et les commissions de tutelle, ce projet n'est pas encore inscrit», se plaint le président de l'association des pêcheurs de Mers El Hadjadj, Habib Kaïbi. Une situation désolante qui a contribué au dysfonctionnement de toute une organisation dévolue à un secteur dépourvu de toute installation pour amarrer les bateaux et, surtout, au découragement des marins-pêcheurs parmi les plus téméraires, dont certains parmi les petits métiers ont choisi d'autres ports de pêche voisins tels que celui d'Arzew. Aujourd'hui, ce sont près de 90 embarcations (petits métiers) qui sont éparpillées le long des rivages et criques

nécessitant une protection contre les tempêtes, a-t-il fait observer. «Le problème est encore plus prononcé en été, compte tenu du flux des vacanciers, car on a du mal à libérer les criques pour permettre aux estivants de se baigner», a-t-il relevé. En attendant, d'autres actions sont nécessaires pour faire des aménagements et créer des activités commerciales le long du boulevard, selon le président d'APC de Mers El Hadjadj, qui plaide pour la réalisation d'une esplanade du front de mer en mettant en avant les menaces des habitations, notamment entre le «Casino» et la grande plage. Selon cet édile, le dossier aménagement a été traité selon les convenances en réponse aux attentes des populations qui réclament une vie digne et moderne. «On était en retard d'un millénaire. Il y a aujourd'hui de l'eau douce, les viabilités nécessaires à une vie décente à travers les projets de voiries et réseaux divers (VRD) et l'implantation de projets d'utilité publique», a déclaré Ali, le gérant du restaurant «La crique», tout en mettant en valeur les soins apportés au tissu urbain à travers la réalisation d'actions urbanistiques et autres opérations d'amélioration urbaine coûteuses, telles que la réhabilitation des placettes, les jets d'eau et l'aménagement d'une forêt urbaine de 13 hectares. «Le rayonnement de Mers El Hadjadj, nous

le ferons comme il se doit», a souligné un élu local arborant avec fierté la réalisation à 100 % de l'éclairage public, et le gaz de ville (98 %). Les localités secondaires n'attendent aujourd'hui que l'amenée principale pour disposer de cette source d'énergie, a-t-il ajouté.

L'avenir touristique dépend de la zone d'extension touristique de 200 ha, a expliqué le président de l'APC qui reconnaît que cette ZET a besoin de structures d'accueil et une bonne gestion de l'espace. Cette ZET, en cours d'études, attend la construction de structures hôtelières pour répondre à la demande des estivants de plus en plus nombreux ces dernières années, a-t-il dit, déplorant le fait qu'un seul hôtel de 12 lits soit en cours de réalisation.

Il a signalé que les travaux d'un centre de thalassothérapie ont commencé alors que les travaux de l'auberge de jeunesse et du camp de toile avancent à un rythme acceptable. Sur un autre registre, l'espoir est fondé sur le stade de 5 400 places dont les travaux seront lancés incessamment, au grand bonheur des jeunes qui attendent que d'autres projets de jeunesse fleurissent. Selon le chef de daïra de Bethioua, Farid Mohammedi, Mers El Hadjadj a tous les atouts pour rayonner sur la région, en témoigne le dynamisme enclenché ces dernières années en matière de développement local.

أم البواقي / بهدف القضاء على النقاط السوداء قطاع الري يستفيد من غلاف مالي يقدر بـ700 مليار سنتيم

■ احمد.زهار

حضي مؤخرا قطاع الري بولاية أم البواقي في اطار البرنامج التكميلي من غلاف مالي جد هام قوامه 700 مليار سنتيم من شأنه تنشيط القطاع واحتواء مشاكله المتعددة الالوجه وتلبية الحاجات الاجتماعية والاقتصادية للولاية...حيث من المرتقب وحسب مصدر من القطاع الشروع الفوري لضبط البطاقات التقنية للعمليات المقرر انجازها في ظل هذا المبلغ الذي فاق نسبة الـ20% من مجموع الغلاف المالي الذي منحه الوزير الاول اثناء زيارته للولاية. ومن بين المشاريع التي ستمول من هذا المبلغ اوضح ذات المسؤول هناك مشاريع تخص حماية بلديات عين البيضاء

,اولاد زواي,وقصر الصبيحي من اخطار الفيضانات والسيول الموسمية الجارفة والقضاء على ما تبقى من النقاط السوداء التي يعانيتها سكان عديد البلديات بفعل نقص مياه الشرب وكذا التطهير اين سيشرع في انجاز نحو 2000م طولي لآبار عميقة موجهة للمياه الشروب وتجهيزها علاوة على تدعيم قدرات الضخ والتخزين بـ15 الف متر مكعب وحرصا على ضرورة توفير هذه المادة الحيوية اشار ذات المسؤول من جهة اخرى استفادة القطاع بعملية اخرى منها شبكات التوزيع لعين مليلة وعين كرشة وعين البيضاء..اما في مجال الاهتمام بالبيئة وحمايتها من تدفقات مياه المدن المستعملة فقد سجلت عملية انجاز محطة للمياه المستعملة بعين فكرون التي

تتدفق حاليا في سهل بين عين فكرون وسيقوس بغية حماية الثروة الحيوانية والنباتية التي تعيش به واطاف ذات المسؤول ان عاصمة الولاية ذات الـ90 الف نسمة فقد حضيت بمشروع حمايتها من السيول والامطار المدمرة التي تتهاطل عليها من مرتفعات جبل سيدي ارغيس اما بخصوص الوضعية التي يعانيتها سكان عين فكرون البالغ تعدادهم زهاء 55 الف نسمة بفعل نقص المياه فقد كشف المسؤول ذاته عن قرب انتهاء الازمة بعد ان يتم تزويدها بالماء الصالح للشرب فور وصول امدادات مياه سد بن هارون بميلة نحو سد اوركيس وبذلك قد تزول ازمت القطاع بالولاية من جهة وتنشيط قطاع الفلاحة من جهة اخرى...

حملة تنظيف عبر أحياء مدينة مستغانم

باشرت مصالح بلدية مستغانم، أمس، حملة تنظيف واسعة تمس مختلف النقاط السوداء بالمدينة، للمحافظة على البيئة وتحسين الإطار المعيشي للسكان. وتشمل هذه العملية التي تتواصل خلال شهر ديسمبر، مختلف الأحياء منها "عين الصفراء" و"5 جويلية" و"بلاطو" و"600 مسكن" و"طبانة" وغيرها، بمشاركة أعوان النظافة للبلدية ومديريتي الأشغال العمومية والري والمجتمع المدني. وقد تم خلال عملية التنظيف توقيف شاحنتين كان سائقها بصدد تفريغ المواد الصلبة ومواد البناء في الفضاء المفتوح، حيث تم التأكيد على ضرورة المساهمة الفعلية للمواطنين في الإبلاغ عن مثل هذه التجاوزات.

AGRICULTURE

4 accords de coopération entre l'Algérie et le Portugal

L'Algérie et le Portugal ont signé jeudi à Alger quatre accords de coopération visant à renforcer et à encourager les relations bilatérales dans le secteur agricole. «Ces accords visent à renforcer davantage la coopération bilatérale entre les deux pays dans le domaine agricole», a souligné le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelwahab Nouri, en marge de la cérémonie de signature organisée à l'occasion d'un forum algéro-portugais sur l'agriculture et l'agroalimentaire, auquel ont pris part des hommes d'affaires des deux pays. Le premier accord constitue le cadre géné-

ral de la coopération dans les différents domaines, notamment dans celui de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des forêts. «Il permettra de mettre en place des projets de coopération et de partenariat entre les institutions et les opérateurs des deux pays», a-t-il ajouté. Le second concerne le domaine sanitaire vétérinaire. Il s'agit d'un accord-cadre relatif aux procédures de contrôle sanitaire utilisées lors des opérations d'importation et d'exportation d'animaux, de produits d'origine animale. Le 3ème accord et le 4ème définissent la cadre de coopération dans les domaines de la protection des plantes et de

la quarantaine végétale et des forêts. «L'Algérie s'est engagée à développer le secteur agricole afin de réduire au maximum la facture alimentaire et satisfaire ses besoins», a souligné M. Nouri lors de la signature de ces accords. M. Nouri a rappelé les mesures «importantes» prises par l'Etat dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier agricole en vue d'inciter davantage les opérateurs économiques algériens à investir dans le secteur agricole, un secteur «prometteur» et «stratégique» pour l'Algérie. Présidant une importante délégation d'hommes d'affaires de son pays, la ministre portugaise de l'Agriculture

et de la mer, Assunção Cristas, a indiqué que cette coopération visait à «promouvoir davantage les relations bilatérales entre les deux pays notamment dans le domaine agricole». «On est venu nombreux pour développer un partenariat durable et solide capable de construire des projets de façon soutenable à long terme», a souligné la ministre portugaise. Pour Mme Cristas, l'Algérie, comme le Portugal, aspirent à augmenter leur production agricole et agroalimentaire, soulignant que son pays «peut apporter une valeur ajoutée à cette stratégie». «L'Algérie ne représente pas seulement un marché pour nous. **Nabila B.**

HASSI MEFSOUKH LE PROJET DE LA ZONE D'ACTIVITÉ À L'ARRÊT

«Pas moins de 4 000 postes de travail permanents pourraient créés si notre commune disposait d'une zone d'activité. Bien qu'inscrit depuis longtemps par les services concernés de la wilaya dans le cadre du désenclavement des communes déshéritées, ce projet demeure toujours à l'arrêt», apprend-on d'une source municipale. En créant cette zone, la commune aura une autonomie financière pour améliorer son développement local et combler les insuffisances financières. «Toutes les demandes d'investissement parvenues à la commune sont rejetées, alors qu'elles pourraient être d'une grande contribution à une collectivité locale déficitaire», a-t-elle ajouté. La création de cette zone d'activité, distante de 10 km du chef-lieu de la commune, devrait contribuer à la résorption du taux du chômage avoisinant les 25 % de la population active du fait qu'elle pourrait englober des entreprises sous-traitantes de la Zone Industrielle d'Arzew. D'autre part, l'on saura que, dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des habitants de cette commune, plusieurs projets d'envergure ont vu le jour. «Au niveau de Hai Bouamama, beaucoup de projets ont été concrétisés. Il s'agit d'un réseau d'AEP de 1 200 m, d'un réseau d'assainissement des eaux usées d'une capacité de 1 500 m³, de la réhabilitation du réseau d'AEP existant sur une longueur de 1 000 m et, enfin, des travaux relatifs à la réfection de la voirie de ce quartier très dense en population», indique t-on. D'ailleurs, la wilaya va subventionner une bibliothèque dotée d'une architecture moderne qui sera érigée sur une superficie de 300 m². Le marché couvert de la commune, considéré comme une verrue sur le visage de la ville, a, quant à lui, bénéficié d'une étude pour sa réhabilitation.

M. L.

Le barrage de Sidi Khlifa alimentera 9 communes

Les efforts consentis par la direction de l'hydraulique de la wilaya de Tizi Ouzou commencent à porter leurs fruits. En dépit des carences qui subsistent dans plusieurs localités en matière d'alimentation en eau potable, les pénuries dans cette wilaya ont sensiblement diminué durant l'année 2013, comparativement aux années précédentes.

La réhabilitation de plusieurs réseaux AEP est la préoccupation principale des responsables de ce secteur à Tizi Ouzou. En parallèle, d'autres projets générateurs de richesse en eau seront lancés. Pour la région Est de cette wilaya, l'espoir d'en finir avec les manques récurrents d'eau potable est suspendu au fameux projet de réalisation d'un barrage d'eau à Sidi Khlifa, dans la commune d'Azeffoun, 65 km au nord-est de Tizi Ouzou. Ce futur barrage d'eau, dont l'entame des travaux, selon un élu de l'APC d'Azeffoun, est prévue pour l'année 2014, alimentera au moins neuf communes de l'est de Tizi Ouzou. Il s'agit des localités de

Yakouren, Bouzguen, Imsouhal, Illoula Oumalou, Ath Ziki, Souama, Aït Khellil, Akkerrou et Ath Chaffaa. Chacune de ces localités sera dotée en réservoir d'eau et en pompe refoulement d'eau, selon toujours notre interlocuteur. Une quantité de 40 000 m³ sera distribuée journalièrement une fois le barrage mis en service. Une moyenne également de 200 000 habitants de ces neuf communes sera touchée par l'alimentation en eau potable. Les communes des régions Est de la wilaya de Tizi Ouzou sont les plus touchées durant l'été par le manque d'eau, vu leur éloignement des barrages d'eau qui alimentent les localités de la wilaya de Tizi Ouzou. Tout de même,



avec l'installation d'un nouveau réseau AEP, la situation s'est nettement améliorée ces derniers mois.

D'autres efforts, c'est-à-dire des projets, seront consentis par les services de l'hydraulique. Les

responsables de ce secteur ont déployé tous les moyens en leur possession afin de satisfaire toute la

population de la wilaya de Tizi Ouzou qui commence à perdre patience.

Abdenour Igoudjil

ORAN

MARSAT EL HADJADJ

Un plan intégré pour accompagner la dynamique locale

Marsat El Hadjadj (50 km à l'est d'Oran), qui avance à pas mesurés pour assurer un développement durable, mise sur le triptyque tourisme, agriculture et industrie pour faire fructifier ses potentialités et accroître son attractivité. Face à de nouvelles attentes, cette commune, relevant de la daïra de Bethioua, se bat pour un plan intégré devant accompagner la dynamique locale et les mutations attendues pour la relance des différents secteurs de l'économie.

En d'autres termes, cette commune côtière de 13.000 habitants remet au goût du jour la nécessaire mise à niveau des infrastructures existantes ainsi qu'un plan d'action hiérarchisé, compte tenu des besoins pressants en équipements et en moyens humains pour la mise en œuvre de ce plan de développement. "Nous ne parions pas uniquement sur le tourisme. Nous avons d'autres atouts à faire valoir telles que l'avi-culture ou encore la pêche pour répondre aux attentes sociales et économiques", a souligné le président de l'APC, Abdelaziz Feraoun, fort encouragé par le classement de la plage de Marsat El Hadjadj, longue de 8 km, comme meilleure plage à l'échelle de la wilaya d'Oran pour la saison estivale écoulée. Mieux encore, la commune de Marsat El Hadjadj, avec ses cinq agglomérations secondaires, à savoir Chaouacha, Djefafra, Hassasna, El Mactaa et Medabra, occupe, sur le plan agricole, les premiers rangs au niveau de la wilaya en terme d'aviticulture. Un stimulant qui a coûté lourd à cette commune pour avoir dépensé cette année 30 millions DA pour l'éclairage public, outre les viabilités (voirie, égouts, adductions),



l'aménagement d'espaces verts, le reboisement (7 millions DA), l'adduction en eau potable, le raccordement au réseau de gaz de ville, l'assainissement et l'acquisition de cribleuses et autres engins de nettoyage.

En outre, la commune a connu un coup d'accélérateur avec l'implantation d'une méga-station de dessalement de l'eau de mer à El Mactaa d'une capacité de 500.000 m³, dont la mise en service est prévue prochainement, ainsi qu'une unité d'ammoniac. Les actions à mener aujourd'hui sont multiples, a soutenu cet élu local qui évoque la nécessaire préservation de la nature, la valorisation de la zone humide d'El Mectaa présentant un intérêt écologique et environnemental, classée par la convention "RAM-SAR", ainsi qu'une forêt urbaine de 13 ha située au cœur même de cette localité côtière. Des mutations sont attendues, notamment avec l'achèvement des programmes d'habitat en cours de réalisation de 700 logements sociaux, ceux des 120 logements publics aidés (LPA), de 150 aides à l'habitat rural et 500 logements publics promotionnels (LPP) à lancer,

l'aménagement de la zone d'extension touristique de 200 ha dont l'étude est en cours de finalisation et, surtout, la réalisation d'un abri de pêche.

L'inscription de l'abri de pêche de Marsat El Hadjadj tarde à venir

Si le tourisme peut être un moteur de croissance pour cette destination côtière, située aux limites de la wilaya de Mostaganem, la pêche artisanale serait un levier non négligeable dans le développement local avec un effet d'entraînement sur d'autres secteurs, compte tenu de l'existence d'une importante population ayant le pied marin. Une population qui fonde son espoir sur la réalisation d'un abri de pêche. "Tout notre espoir réside dans l'abri de pêche de Marsat El Hadjadj. Malgré les appels réitérés des marins pêcheurs et les visites des autorités locales et les commissions de tutelle, ce projet n'est pas encore inscrit", se plaint le président de l'association des pêcheurs de Marsat El Hadjadj, Habib Kaïbi. Une situation désolante qui a contribué au dysfon-

ctionnement de toute une organisation dévolue à un secteur dépourvu de toute installation pour amarrer les bateaux, et, surtout, au découragement des marins-pêcheurs parmi les plus ténéraires, dont certains parmi les petits métiers ont choisi d'autres ports de pêche voisins tels que celui d'Arzew.

Aujourd'hui, ce sont près de 90 embarcations (petits métiers) qui sont éparpillées le long des rivages et criques nécessitant une protection contre les tempêtes, a-t-il fait observer.

"Le problème est encore plus prononcé en été, compte tenu du flux de vacanciers, car on a du mal à libérer les criques pour permettre aux estivants de se baigner", a-t-il relevé. En attendant, d'autres actions sont nécessaires pour faire des aménagements et créer des activités commerciales le long du boulevard, selon le président d'APC de Marsat El Hadjadj qui plaide pour la réalisation d'une esplanade du front de mer en mettant en avant les menaces des habitants, notamment entre le "Casino" et la Grande plage. Selon cet édile, le dossier aménagement a été traité selon les convenances en réponse aux attentes des populations qui réclament une vie digne et moderne.

"On était en retard d'un millénaire. Il y a aujourd'hui de l'eau douce, les viabilités nécessaires à une vie décente à travers les projets de voiries et réseaux divers (VRD) et l'implantation de projets d'utilité publique", a déclaré Ali, le gérant du restaurant La crique, tout en mettant en valeur les soins apportés au tissu urbain à travers la réalisation d'actions urbanistiques et autres opérations d'amélioration urbaine coûteuses,

telles que la réhabilitation des piscines, jets d'eau et l'aménagement d'une forêt urbaine de 13 ha. "Le rayonnement de Marsat El Hadjadj, nous le ferons comme il se doit", a souligné un élu local arborant avec fierté la réalisation à 100 % l'éclairage public et le gaz de ville (98%). Les localités secondaires n'attendent aujourd'hui que l'aménagement principal pour disposer de cette source d'énergie, a-t-il ajouté.

Une ZET pour suppléer au déficit en structures d'accueil

L'avenir touristique dépend de la zone d'extension touristique de 200 ha, a expliqué le président de l'APC qui reconnaît que cette ZET a besoin de structures d'accueil et une bonne gestion de l'espace. Cette ZET, en cours d'études, attend la construction de structures hôtelières pour répondre à la demande des estivants de plus en plus nombreux ses dernières années, a-t-il dit déplorant le fait qu'un seul hôtel de 12 lits soit en cours de réalisation.

Il a signalé que les travaux d'un centre de thalassothérapie ont commencé alors que les travaux de l'auberge de jeunesse et du camp de toile avancent à un rythme acceptable. Sur un autre registre, l'espoir est fondé sur le stade de 5.400 places dont les travaux seront lancés incessamment, au grand bonheur des jeunes qui attendent que d'autres projets de jeunesse fleurissent. Selon le chef de daïra de Bethioua, Farid Mohammedi, Marsat El Hadjadj a tous les atouts pour rayonner sur la région, en témoigne le dynamisme enclenché ces dernières années en matière de développement local.

SALON ALGERIA ELECTRICITY AND WATER EXPO (AEWE) Des technologies de pointe à la une

Quoi qu'on dise ds insuffisances, les domaines de l'électricité et de l'eau ont connu, ces derniers temps, une amélioration remarquable. D'ailleurs, l'organisation du Salon Algeria Electricity and Water Expo (AEWE), prévu le 20 avril 2014 à Alger au palais des Expositions (SAFEX), est la preuve de l'importance accordée à ce secteur d'avenir. Plusieurs exposants relevant des deux secteurs prendront part à cet important événement. Ce Salon permettra, sans aucun doute, aux entreprises de présenter leurs produits ou services relatifs à l'eau ou à l'électricité, de nouer des contacts de partenariat et de prendre connaissance, notamment, des nouvelles technologies. Il constituera également une occasion pour favoriser les échanges d'expériences au niveau international pour tous les acteurs des secteurs en question. Pour rappel, le

gouvernement a mis en place un vaste programme pour le développement de ces deux secteurs porteurs, pour lesquels, selon les organisateurs de ce Salon, le gouvernement algérien a consacré une enveloppe financière très importante et prévu à la hausse pour booster ces deux domaines. L'État algérien a déjà voté un budget d'investissement de 20 milliards de dollars sur les 5 prochaines années pour la production, le transport et la distribution d'électricité. Concernant cette dernière, 8 nouvelles centrales électriques, totalisant une puissance de près de 5.000 MW, viendront, d'ici 2015, consolider le réseau interconnecté Nord. Une capacité additionnelle d'environ 4.500 MW sera réalisée sur la période 2016-2020. D'ici 2020, la puissance installée du parc de production dans le Sud passera de 465 MW à 768

MW à l'horizon 2020. S'agissant des ressources en eau, il est prévue, dans le cadre du programme quinquennal d'investissements publics, un budget de près de 27 Mds USD consacrés au secteur de l'eau et de l'assainissement pour la période 2010-2014.

Les banques publiques algériennes sont investies, ont souligné les organisateurs de ce Salon, pour faciliter l'octroi de crédits dans ce domaine, et déjà des entreprises s'intéressent à créer des champs de panneaux photovoltaïques en Algérie pour une distribution locale ou exporter leur production d'électricité vers l'Europe. À savoir que tous les produits, équipements ou services relevant de ces deux secteurs sont concernés, depuis le simple fusible jusqu'à la centrale électrique.

Makhlouf Ait Ziane

MASCARA

Éviter les erreurs du passé

Même si la campagne de labours-semailles bat son plein et se déroule dans de bonnes conditions selon les propos des agriculteurs de la wilaya de Mascara, les dernières chutes de pluie diluviennes ont suscité l'inquiétude chez les habitants de la région de Béni Chougrane, notamment ceux des vieux quartiers populaires dans les grandes agglomérations où les maisons menaçant ruine sont toujours occupées par des familles. En dépit de tous les efforts des pouvoirs publics pour éradiquer le vieux bâti et l'habitat précaire, le problème n'est pas entièrement réglé et les intempéries causent le plus souvent des dégâts. Le chef de l'exécutif a donné des instructions fermes pour le curage systématique des canalisations, des plans d'eau et des rivières à travers tout le territoire de la wilaya de Mascara. L'on a appris que les dernières précipitations pluviales n'ont pas dépassé le seuil des 4 mm, les rues et artères et même les axes routiers de circulation se sont trouvés bloqués et impraticables, causant des désagréments aux usagers de la route. Les douars sont les plus touchés, notamment dans les zones enclavées où il est très difficile d'intervenir pour apporter aide et assistance aux sinistrés. Les éleveurs font tout pour sauver leur cheptel et troupeaux de moutons face aux dangers des eaux en crue. Pour parer à de telles déconvenues, toutes les dispositions ont été prises afin de juguler les phénomènes de dévastation des cultures à proximité des oueds où généralement on constate la perte des motos-pompes englouties par les eaux. Le trafic routier est le plus souvent interrompu. Des passagers partant vers d'autres localités limitrophes ont été contraints de rester sur les lieux jusqu'au matin. Les routes inondées provoquent l'isolement des douars de la région, les services techniques des travaux publics font tout pour évaluer la situation et prendre les mesures nécessaires. Des campagnes de sensibilisation entamées par les services de la Protection civile menées à plusieurs niveaux afin d'interpeller les citoyens aux dangers qu'ils peuvent encourir à l'intérieur des foyers lorsqu'on utilise des appareils de chauffage défectueux et qui ne répond pas aux normes de sécurité. Face à la vague de froid glacial qui accompagne ce changement climatique, la demande en gaz butane se fait plus pressante et les localités qui ne sont pas pourvues de gaz naturel sont le plus souvent exposées aux affres de l'approvisionnement en bonbonnes de gaz butane, notamment en milieu rural. A Hachem, une daïra où le gaz naturel fait cruellement défaut, les habitants de cette ville nous ont fait part de leur désappointement face à la corvée des bouteilles de gaz butane qu'on stocke mais parfois toutes les précautions s'avèrent sans effet nous explique ce citoyen de la localité face aux ruptures de stock dans les stations services et camions d'approvisionnements mobiles, un vrai casse-tête pour cette partie de la population de la région. Le barrage de Bou Hanifia, à 20 km de Mascara a débordé suite aux pluies diluviennes et l'augmentation de son niveau de remplissage, provenant des trois rivières frontalières des wilayas de Bel Abbès et Mascara et son débordement au niveau du pont situé au lieu-dit Sidi Slimane, à l'ouest de la ville, a provoqué des dégâts. Les routes reliant certaines localités à d'autres se sont retrouvées également coupées à la circulation suite au débordement de l'oued El Hamame. Cette année, à titre préventif et contrairement à l'année précédente, toutes les mesures ont été prises pour éviter les dommages liés aux intempéries.

A. Ghomchi

غياب السدود وراء ضياع مياه الأمطار بعين فارس

● يتطلع فلاحو بلدية عين فارس، إلى ضرورة تدعيم قطاع الفلاحة بالخصوص، من أجل ضمان استقرار السكان والإبقاء على المورد الوحيد لعيشة الأهالي، في بلدية لا يتعدى سكانها الـ3 آلاف نسمة. وتعتبر عين فارس أبعد بلدية بـ130 كلم جنوب مقر الولاية. ورفع الفلاحون مطالبهم التي تتعلق بإنجاز سدود بمنطقة أولاد عطية، والمقطع وكذا التجمع السكاني أميد والصرفاقة، إلى جانب تكملة إنجاز السواقي في كل من عين العلق والزوالة وعنصر عين فارس، وهو ما أثر سلبا على تجنيد كميات هائلة من الأمطار وضياع الكثير من الأراضي الفلاحية بالبلدية، إلى جانب فتح مسالك فلاحية بالمناطق المذكورة، وأكثرها مناطق نائية ويربطها بمقر البلدية مسالك صعبة وغير صالحة. كما يأمل السكان من السلطات تسجيل مشاريع تنموية في مختلف القطاعات، خاصة القطاع الفلاحي والري، من أجل امتصاص الكم الهائل من البطالين في أوساط الشباب.

SKIKDA

Collo, future wilaya déléguée ?

Redynamiser le projet de la gare routière inscrit en 2006, mise sur les rails d'un train reliant Tamalous à Collo sur une distance de 24 km, impératif de couvrir l'oued Siel et de réaliser une station d'épuration (STEP), dégager dans l'immédiat une assiette pour affecter le projet d'une décharge publique, construire une zone industrielle et une université sur le sol de la commune de Collo.

Ce sont là les importantes propositions des représentants de la société civile de la daïra de Collo, lors d'une rencontre organisée dimanche, à l'issue de la visite effectuée par le wali, Farouk Benhassine, dans la salle auditorium de l'Institut des technologies de pêche de Collo.

Les intervenants, dont les maires, ont également insisté sur la nécessité de doter la commune de Chréa d'un consistant programme de loge-

ments (Aïn Aghbel n'en a jamais bénéficié depuis 1962), de procéder à la multiplication des accès en vue de désenclaver les principales mechtas de cette commune, de redynamiser la route côtière inscrite en 2003 et reliant Tamanart à Collo, de réhabiliter les routes reliant les innombrables villages de la commune de Béni Zid, de finaliser en urgence le programme de distribution de gaz dans le massif de Collo, auquel a été allouée une enveloppe financière de 78 milliards de dinars, et ce, pour ne citer que les lacunes les plus primordiales.

Il faut dire que la région ouest de la wilaya est bien gâtée puisqu'elle figure toujours en pole position des tournées effectuées par le wali.

Farouk Benhassine, installé le 17 novembre par M. Belaïz Tayeb, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, a fait son baptême du feu. Contrairement au précé-

dent chef de l'exécutif, Mohamed Bouderbali, qui, lui, a ciblé la daïra d'Ouled Attia, l'ex-secrétaire général de la wilaya de Tiemcen a opté pour celle de Collo, fief des révolutionnaires durant la guerre de Libération et région prédestinée à être érigée en wilaya déléguée.

La commune du chef-lieu, Collo, est la commune la plus exiguë, seulement 24 km, mais l'une des plus peuplées ; le maire avance que sa population constitue la moitié de celle de Skikda. Les contraintes foncières ont toujours été une entrave au développement. Beaucoup de projets ont été reportés, voire tout simplement annulés, pour cette raison. Parmi eux, on peut citer la gare routière et la décharge publique. Le fait de les transférer vers d'autres communes limitrophes, Béni Zid et Chréa, pour ne citer que celles-là, n'a guère été couronné de réussite pour cause d'opposition citoyenne.

Un peu d'espoir dans cette promiscuité. Il a été exprimé par le directeur de l'urbanisme et de la construction de la wilaya (Duc). Il s'agit de l'affectation de 150 ha pour le PDAU intercommunal Collo-Chréa, entrant dans le cadre de la solidarité communale, et de 115 ha au titre du POS (le site est de nature

domaniale), deux primordiaux acquis qui permettront le lancement d'importants projets pour la commune de Collo.

Le deuxième grand problème auquel est confrontée Collo est le débordement dangereux de l'oued Siel. Le maire fait vœu de recalibrage et de réalisation d'une STEP. Le directeur des ressources en eau lui répond en annonçant la finalisation de l'étude d'une STEP (station d'épuration), pour un coût de 2,5 milliards de dinars, et celui du recalibrage de l'oued Sial, dont le montant de 120 millions de dinars a été estimé inférieur et devra donc être réévalué.

Parmi les importants projets visés par la délégation de wilaya, on peut en énumérer deux. Le premier est le projet de 1 100 logements, scindé en lots de 700 et 400, dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire.

Lancés durant le deuxième semestre de l'année écoulée, les deux marchés seront livrés, selon les prévisions, dans 12 et 24 mois, mais au vu des contraintes sur terrain, notamment pour le second, il est trop naïf d'espérer que le délai soit respecté. Le programme présente l'avantage d'être implanté entre les deux communes de Collo et de Béni

Zid, donc susceptible d'absorber la demande commune en logements de celles-ci.

Le deuxième n'est autre que le fameux centre de maladies respiratoires de Chréa, ancien établissement hôtelier réaménagé en EPSP (établissement public de santé de proximité). Opérationnel depuis mai 2013, l'établissement est toujours confronté au problème d'approvisionnement en gaz et en énergie électrique, ce qui entrave le bon accueil et la prise en charge des malades. En matière d'alimentation en eau potable, le centre ne dispose que d'un réservoir d'une capacité de 3 000 litres, quantité insuffisante pour parer aux imprévus de la fonctionnalité et de la demande.

Des sources indiscrettes avancent que Azzaba aurait été retenue comme wilaya déléguée. Collo ne le mérite-t-elle pas aussi ? C'est à la volonté politique d'en décider en prenant en considération que Collo n'est pas seulement constituée de trois communes s'étendant sur 251 km², mais aussi de tout le massif qui s'étend de Tamalous à Ouled Attia, en passant par Collo et Zitouna, dont 11 communes composent l'ossature.

Zaid Zoheir

سكان البوط في امجدل في المسييلة يطالبون بالطريق والكهرباء والماء

يناشد سكان منطقة البوط بأمجدل في
المسييلة، السلطات المعنية، الاهتمام
بمنطقتهم التي تعاني العزلة التامة
بسبب انعدام العديد من المرافق
كالكهرباء والماء والطريق، حيث يطالب
السكان بإزجار طريق يربط منطقة
عين الكحلة بأمجدل مرورا بمنطقة
البوط لفق العزلة عنهم، كما يطالبون
بربط منازلهم بالكهرباء وحفر آبار
ارتوازية تخصص لمياه الشرب، ويأمل
السكان أن تهتم السلطات بانشغالهم
لإخراجهم من العزلة التي يعيشون
فيها. علاوة عمر

4 آبار فلاحية غير مستغلة ببلدية الخنق بالأغواط

يستهن فلاحو منطقة الرميلىة بتراب بلدية الخنق تأخر استفادتهم من آبار السقي التي أنجزت لصالحهم خصيصا على الرغم من جاهزيتها للاستغلال حسب رسالة الفلاحين المعنيين. وفي شكواهم إشارة إلى استفادتهم من قطع أراض فلاحية في إطار الاستصلاح بمنطقة الرميلىة بتراب بلدية الخنق، عن طريق مداولة رقم 2006/21 بتاريخ 24 أفريل 2006، مصادق عليها تحت رقم 2006/87، وقد استبشر المعنيون خيرا وقتها غداة انطلاق مشروع حفر أربع آبار موجهة حصريا للسقي، إلا أنها ظلت مجرد أطلال لا فائدة ترجى منها في ظل عدم وظيفيتها وتأخر الاستفاداة منها.

والأغرب من ذلك، حسب رسالة المعنيين دائما، هو أن هؤلاء الفلاحين لم يستفيدوا حتى الآن من عقود الملكية التي وعدتهم السلطات المحلية بمعالجتها، وحيال ذلك يناشد فلاحو منطقة الرميلىة الموجودة بتراب بلدية الخنق، السلطات المعنية كل في مجال اختصاصه، التدخل العاجل لبحث الحلول الممكنة للمشكل المطروح، ومن ثمة الشروع الفعلي في استغلال الآبار المذكورة، ومنه تفعيل النشاط الفلاحي بالمنطقة، على أمل تحريك الوالي ورئيس الدائرة والبلدية، المرسله لهم نسخا من الرسالة الموجهة لمعالي وزارة الفلاحة.

Un plan intégré pour accompagner la dynamique locale

Mers El Hadjadj, commune en attente de décollage

■ Mers El Hadjadj (50 km à l'est d'Oran), qui avance à pas mesurés pour assurer un développement durable, mise sur le triptyque tourisme, agriculture et industrie pour faire fructifier ses potentialités et accroître son attractivité.

Par Mahi Y.

Face à de nouvelles attentes, cette commune, relevant de la daïra de Bethioua, se bat pour un plan intégré devant accompagner la dynamique locale et les mutations attendues pour la relance des différents secteurs de l'économie.

En d'autres termes, cette commune côtière de 13 000 habitants remet au goût du jour la nécessaire mise à niveau des infrastructures existantes, ainsi qu'un plan d'action hiérarchisé, compte tenu des besoins pressants en équipements et en moyens humains pour la mise en œuvre de ce plan de développement. «Nous ne parions pas uniquement sur le tourisme. Nous avons d'autres atouts à faire valoir tels que l'agriculture, ou encore la pêche pour répondre aux attentes sociales et économiques», a souligné le président de l'APC, Abdelaziz Feraoun, fort encouragé par le classement de la plage de Mers El Hadjadj, longue de huit kilomètres, comme meilleure plage à l'échelle de la wilaya d'Oran pour la saison estivale écoulée.

Mieux encore, la commune de Mers El Hadjadj, avec ses cinq agglomérations secondaires, à savoir Chaouacha, Djefalfa, Hassasna, El Mactaa et Medabra, occupe, sur le plan agricole, les premiers rangs au niveau de la wilaya en termes d'agriculture.

Un stimulant qui a coûté lourd à cette commune pour avoir dépensé cette année 30 millions DA pour l'éclairage public, outre les viabilités (voirie, égouts, adductions), l'aménagement d'espaces verts, le reboisement (7 millions DA), l'adduction en

eau potable, le raccordement au réseau de gaz de ville, l'assainissement et l'acquisition de cribeuses et autres engins de nettoyage.

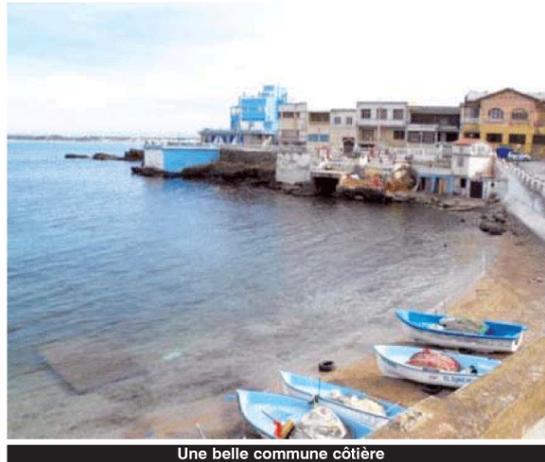
En outre, la commune a connu un coup d'accélérateur avec l'implantation d'une mégastation de dessalement d'eau de mer à El Mactaa d'une capacité de 500 000 mètres cubes, dont la mise en service est prévue prochainement, ainsi qu'une unité d'ammoniac.

Les actions à mener aujourd'hui sont multiples, a soutenu cet élu local qui évoque la nécessaire préservation de la nature, la valorisation de la zone humide d'El Mectaa présentant un intérêt écologique et environnemental, classée par la convention «RAMSAR», ainsi qu'une forêt urbaine de 13 hectares située au cœur même de cette localité côtière.

Des mutations sont attendues notamment avec l'achèvement des programmes d'habitat en cours de réalisation de 700 logements sociaux, ceux des 120 logements publics aidés (LPA), de 150 aides à l'habitat rural et 500 logements publics promotionnels (LPP) à lancer, l'aménagement de la zone d'extension touristique de 200 hectares dont l'étude est en cours de finalisation et, surtout, la réalisation d'un abri de pêche.

L'inscription de l'abri de pêche de Mers El Hadjadj tarde à venir

Si le tourisme peut être un moteur de croissance pour cette destination côtière, située aux limites de la wilaya avec celle de Mostaganem, la pêche artisanale serait un levier non négligeable dans le développement



Une belle commune côtière

local avec un effet d'entraînement sur d'autres secteurs, compte tenu de l'existence d'une importante population ayant le pied marin. Une population qui fonde son espoir sur la réalisation d'un abri de pêche.

«Tout notre espoir réside dans l'abri de pêche de Mers El Hadjadj. Malgré les appels réitérés des marins pêcheurs et les visites des autorités locales et les commissions de tutelle, ce projet n'est pas encore inscrit», se plaint le président de l'association des pêcheurs de Mers El Hadjadj, Habib Kaïbi.

Une situation désolante qui a contribué au dysfonctionnement de toute une organisation dévolue à un secteur dépourvu de toute installation pour amarrer les bateaux et, surtout, au découragement des marins pêcheurs parmi les plus téméraires, dont certains parmi les petits métiers ont choisi d'autres ports de pêche voisins tels que celui d'Arzew.

Aujourd'hui, ce sont près de 90 embarcations (petits métiers) qui sont éparpillées le long des rivages et criques nécessitant une protection contre les tempêtes, a-t-il fait observer.

«Le problème est encore plus prononcé en été, compte tenu du flux des vacanciers, car on a du mal à libérer les criques pour

permettre aux estivants de se baigner», a-t-il relevé.

En attendant, d'autres actions sont nécessaires pour faire des aménagements et créer des activités commerciales le long du boulevard, selon le président d'APC de Mers El Hadjadj, qui plaide pour la réalisation d'une esplanade du front de mer en mettant en avant les menaces des habitations, notamment entre le «Casino» et la grande plage.

Selon cet édile, le dossier aménagement a été traité selon les convenances en réponse aux attentes des populations qui réclament une vie digne et moderne.

«On était en retard d'un millénaire. Il y a aujourd'hui de l'eau douce, les viabilités nécessaires à une vie décente à travers les projets de voiries et réseaux divers (VRD) et l'implantation de projets d'utilité publique», a déclaré Ali, le gérant du restaurant «La crique», tout en mettant en valeur les soins apportés au tissu urbain à travers la réalisation d'actions urbanistiques et autres opérations d'amélioration urbaine coûteuses, telles que la réhabilitation des placettes, les jets d'eau et l'aménagement d'une forêt urbaine de 13 hectares.

«Le rayonnement de Mers El Hadjadj, nous le ferons comme il

se doit», a souligné un élu local arborant avec fierté la réalisation à 100 % l'éclairage public et le gaz de ville (98 %). Les localités secondaires n'attendent aujourd'hui que l'amené principale pour disposer de cette source d'énergie, a-t-il ajouté.

Une ZET pour suppléer au déficit en structures d'accueil

L'avenir touristique dépend de la zone d'extension touristique de 200 ha, a expliqué le président de l'APC qui reconnaît que cette ZET a besoin de structures d'accueil et une bonne gestion de l'espace.

Cette ZET, en cours d'études, attend la construction de structures hôtelières pour répondre à la demande des estivants de plus en plus nombreux ses dernières années, a-t-il dit déplorant le fait qu'un seul hôtel de 12 lits soit en cours de réalisation.

Il a signalé que les travaux d'un centre de thalassothérapie ont commencé alors que les travaux de l'auberge de jeunesse et du camp de toile avancent à un rythme acceptable.

Sur un autre registre, l'espoir est fondé sur le stade de 5,400 places dont les travaux seront lancés incessamment, au grand bonheur des jeunes qui attendent que d'autres projets de jeunesse fleurissent.

Selon le chef de daïra de Bethioua, Farid Mohammadi, Mers El Hadjadj a tous les atouts pour rayonner sur la région, en témoigne le dynamisme enclenché ces dernières années en matière de développement local.

M. Y.

DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE MERS EL-HADJADJ (ORAN)

Un plan intégré pour accompagner la dynamique locale

Mers El-Hadjadj, à 50 km à l'est d'Oran, une commune qui avance à pas mesurés pour assurer un développement durable, mise sur le triptyque tourisme, agriculture et industrie pour faire fructifier ses potentialités et accroître son attractivité.

Face à de nouvelles attentes cette commune, relevant de la daïra de Bethioua se bat pour un plan intégré devant accompagner la dynamique locale et les mutations attendues pour la relance des différents secteurs de l'économie. En d'autres termes, cette commune côtière de 13 000 habitants remet au goût du jour la nécessaire mise à niveau des infrastructures existantes, ainsi qu'un plan d'action hiérarchisé, compte tenu des besoins pressants en équipements et en moyens humains pour la mise en œuvre de ce plan de développement. «Nous ne parions pas uniquement sur le tourisme, nous avons d'autres atouts à faire valoir tels que l'aviculture ou encore la pêche pour répondre aux attentes sociales et économiques», a souligné le président de l'APC, Abdelaziz Feraoun, fort encouragé par le classement de la plage de Mers El-Hadjadj, longue de huit kilomètres, comme la meilleure à l'échelle de la wilaya d'Oran pour la saison estivale écoulée. Mieux encore, la commune de Mers El-Hadjadj, avec ses cinq agglomérations secondaires, à savoir Chaouacha, Djefafila, Hassasna, El-Mactaâ et Medabra, occupe, sur le plan agricole, les premiers rangs au niveau de la wilaya en terme d'aviculture.

Un stimulant qui a coûté lourd à cette commune pour avoir dépensé, cette année, 30 millions de dinars pour l'éclairage public, outre les viabilités (voirie, égouts, adductions), l'aménagement d'espaces verts, le reboisement (7 millions de dinars), l'adduction en eau potable, le raccordement au réseau de gaz de ville, l'assainissement et l'acquisition de cribluses et autres engins de nettoyage. En outre, la commune a connu un coup d'accélérateur avec l'implantation d'une méga-station de dessalement d'eau de mer à El-Mactaâ, d'une capacité de 500 000 mètres cubes, dont la mise en service est prévue prochainement, ainsi qu'une unité d'ammoniac. Les actions à mener aujourd'hui



sont multiples, a soutenu cet élu local qui évoque la nécessaire préservation de la nature, la valorisation de la zone humide d'El-Mectââ présentant un intérêt écologique et environnemental, classée par la convention Ramsar, ainsi qu'une forêt urbaine de 13 hectares située au cœur même de cette localité côtière. Des mutations sont attendues notamment avec l'achèvement des programmes d'habitat en cours de réalisation de 700 logements sociaux, ceux des 120 logements publics aidés (LPA), de 150 aides à l'habitat rural et 500 logements publics promotionnels (LPP) à lancer, l'aménagement de la zone d'extension touristique de 200 hectares, dont l'étude est en cours de finalisation et, surtout, la réalisation d'un abri de pêche.

L'inscription du projet d'abri de pêche tarde à voir le jour

Si le tourisme peut être un moteur de croissance pour cette destination côtière, située aux limites de la wilaya avec celle de Mostaganem, la pêche artisanale serait un levier non négligeable dans le développement local avec un effet d'entraînement sur d'autres secteurs, compte tenu de l'existence d'une importante population ayant le pied marin.

Une population qui fonde son espoir sur la réalisation d'un abri de pêche. «Tout notre

espoir réside dans l'abri de pêche de Mers El-Hadjadj. Malgré les appels réitérés des marins pêcheurs et les visites des autorités locales et les commissions de tutelle, ce projet n'est pas encore inscrit», se plaint le président de l'Association des pêcheurs de Mers El-Hadjadj, Habib Kaïbi. Une situation désolante qui a contribué au dysfonctionnement de toute une organisation dévolue à un secteur dépourvu de toute installation pour amarrer les bateaux et, surtout, au découragement des marins pêcheurs parmi les plus téméraires, dont certains parmi les petits métiers ont choisi d'autres ports de pêche voisins tels que celui d'Arzew.

Aujourd'hui, ce sont près de 90 embarcations (petits métiers) qui sont éparpillées le long des rivages et criques, nécessitant une protection contre les tempêtes, a-t-il fait observer. «Le problème est encore plus prononcé en été, compte tenu du flux des vacanciers, car on a du mal à libérer les criques pour permettre aux estivants de se baigner», a-t-il relevé. En attendant, d'autres actions sont nécessaires pour faire des aménagements et créer des activités commerciales le long du boulevard, selon le président de l'APC de Mers El-Hadjadj, qui plaide pour la réalisation d'une esplanade du front de mer en mettant en avant les menaces sur les vieilles habitations, notamment entre le Casino et

la grande plage. Selon cet édile, le dossier aménagement a été traité selon les convenances en réponse aux attentes des populations qui réclament une vie digne et moderne. «On était en retard d'un millénaire. Il y a aujourd'hui de l'eau douce, les viabilités nécessaires à une vie décente à travers les projets de voiries et réseaux divers (VRD) et l'implantation de projets d'utilité publique», estime Ali, le gérant du restaurant La crique, tout en mettant en valeur les soins apportés au tissu urbain à travers la réalisation d'actions urbanistiques et autres opérations d'amélioration urbaine coûteuses, telles que la réhabilitation des placettes, des jets d'eau et l'aménagement d'une forêt urbaine de 13 hectares. «Le rayonnement de Mers El-Hadjadj, nous le ferons comme il se doit», a souligné un élu local, arborant avec fierté la réalisation à 100 % de l'éclairage public et du réseau de gaz de ville (98 %). Les localités secondaires n'attendent plus aujourd'hui que l'amenée principale pour disposer de cette source d'énergie, a-t-il souligné.

Une ZET pour suppléer au déficit en structures d'accueil

L'avenir touristique dépend de la zone d'extension de 200 hectares, a expliqué le président de l'APC qui reconnaît que cette ZET a besoin de structures d'accueil et d'une bonne gestion de l'espace. Cette zone d'extension touristique, en cours d'études, attend la construction de structures hôtelières pour répondre à la demande des estivants de plus en plus nombreux ces dernières années, a-t-il affirmé déplorant le fait qu'un seul hôtel de 12 lits soit en cours de réalisation. Il a signalé que les travaux d'un centre de thalassothérapie ont commencé, alors que les travaux de l'auberge de jeunesse et du camp de toile avancent à un rythme acceptable. Sur un autre registre, l'espoir est fondé sur le projet de stade de 5 400 places, dont les travaux seront lancés incessamment, au grand bonheur des jeunes qui attendent que d'autres projets pour la jeunesse fleurissent. Selon le chef de daïra de Bethioua, Farid Mohammedi, Mers El-Hadjadj a tous les atouts pour rayonner sur la région, en témoigne, souligne-t-il, le dynamisme enclenché ces dernières années en matière de développement local.

APS & R. R.

الولاية فقيرة من حيث تنوع مصادر المياه 22 بلدية بالجلفة يمسها مشروع تحويل مياه الجنوب إلى الشمال



مدينة الجلفة كانت قد استفادت من مشروع للتزود بالمياه

كشفت مصادر متتابعة لقطاع الري بولاية الجلفة، أن ولاية الجلفة تعتبر فقيرة من حيث تنوع مصادر المياه، وهوما جعل المصالح الولائية تسعى إلى برمجة مزيد من المشاريع بهدف تغطية هذا العجز. وذكرت المصادر استفادة جنوب الولاية من مشاريع، بإمكانها القضاء على أزمة التزود بالمياه المطروحة هناك بقوة.

ستستفيد 22 بلدية بولاية الجلفة من مشروع تحويل مياه الجنوب نحو الشمال، حيث تم إضافة 6 بلديات في الدراسة الجديدة، بعدما كان عدد البلديات المستفيدة من هذا المشروع الكبير في حدود 16 بلدية. وأشارت مصادر تحدث لـ "البلاد"، إلى أن استفادة كل من مناطق قطارة وبويقله وقمامر وأم الحشب وكذا أم العظام، من 4 آبار بعمق 1500 متر ويثر بعمق 600 متر، وأنه منذ سنة 2010 تم تسجيل عمليات كبرى في القطاع منها 80 بئرا على مستوى الولاية، تضاف إلى 160 بئرا الموجودة سابقا، حيث تم إنجاز 10 آبار. وأكدت ذات المصادر أن ولاية الجلفة ومن حيث توفر مصادر المياه تعتبر فقيرة من هذا الجانب، حيث يتم الاعتماد كليا على المياه الجوفية فقط، وبخصوص وضعية الشبكة الأرضية، وتحدث مصدر "البلاد" بالقول إنها "كارثية وغير عملية وهو الأمر الذي حال دون ضخ المياه فيها مخافة ضياع كميات كبيرة من

المياه"، مؤكدا أن مشروع تجديد الشبكة سيدخل حيز التنفيذ قريبا من خلال عمليات تجديد كبرى، والبدية ستكون بمشروع 160 كلم، منها 138 كلم ستكون داخل مدينة الجلفة، مشيرا إلى أن قبل دخول مشروع واد الصدر الخدمة سنة 2006، كانت مدينة الجلفة تعيش وضعا مزريا، لكن الوضعية بعد سنة 2006 اعتبرت متوسطة، مضيفا أن سيتم رفع عدد الآبار بواد الصدر إلى 25 بئرا، مع ازدواجية الشبكة.

يذكر أن مدينة الجلفة كانت قد استفادت من مشروع للتزود بالمياه في عهد الوالي الأسبق وصلت قيمته إلى 240 مليار سنتيم وذلك انطلاقا من الأحواض المائية المتواجدة بمنطقة واد الصدر ببلدية عين الإبل وهو المشروع الذي دشنته وزير الموارد المائية قبل حوالي 7 سنوات، وكانت السلطات المحلية في حينها قد بشرت السكان بأنه من خلال هذا الفتح المبين سيتم القضاء نهائيا على عطش المدينة وأن المياه ستزور الحنفيات على مدار 24 ساعة. ومع أن المشروع دخل حيز الخدمة إلا أن الأزمة المائية لا تزال قائمة ومشكل التزود لا يزال مطروحا مع استثناء الأحياء العريقة كحي الحدائق وحي 05 جويلية وبعض الأحياء الأخرى التي لا تعيش نفس الوضعية وتعتبر مكتفيا ذاتيا من هذه المادة الحيوية.

ص.لمين